

30 juin 2021

L'approbation discrète de la 5G de masse ou la crise de
notre démocratie

Des citoyen·ne·s interpellent leurs élu·e·s

- « J'ai appris le déploiement de la 5G par les pubs des entreprises, ce n'est pas normal » (Laure, professeure de géographie)
« Nous vivons sans limites dans un monde fini » (François Ruffin)
« Si le numérique a radicalement changé notre société, notre économie, et notre démocratie, il n'a pas fait la preuve d'une contribution à la transition écologique » (Conseil national du numérique français)

Nous, citoyen·ne·s belges de tous horizons souhaitons interpellier nos responsables politiques sur la décision du Conseil des Ministres de janvier 2021 de déployer la 5G en Belgique.

Selon nous, cette décision pose différents problèmes :

- **Démocratie** : nous dénonçons le manque de consultation des citoyen·ne·s sur ce sujet fondamental tant il définit le modèle et la vision de nos sociétés futures. Nous avons la sensation d'être mis devant le fait accompli. De plus, nous constatons le manque de transparence des informations sur ce sujet. Nous regrettons que ces choix déterminants ne prennent pas le temps nécessaire d'être débattus collectivement sur base d'études fiables et récentes. Le principe de précaution devrait être de mise plutôt que la peur d'être « en retard » sur les autres pays.
- **Environnement** : Selon le Shift Project¹, « notre numérique aujourd'hui est incompatible avec la trajectoire +2°C ». Une 5G de masse s'inscrit dans le pire scénario de croissance des émissions de gaz à effet de serre du numérique qui pourraient doubler en 4 ans pour atteindre 7 à 8% des émissions mondiales en 2025. Sans parler du coût en matières premières (métaux notamment) que représente le renouvellement de nos équipements électroniques pour être compatibles avec la 5G ainsi que la multiplication de nouveaux objets connectés auxquels la 5G ouvre la voie. Nous regrettons profondément la méconnaissance et le manque de prise en compte de l'impact environnemental de la 5G et plus largement des NTIC par nos élu·e·s. Comment est-il possible de se tromper à ce point de chemin dans la lutte contre le changement climatique ?
- **Santé** : à côté des craintes sur l'impact des ondes 5G sur la santé, particulièrement pour les personnes électrohypersensibles, nous voulons attirer l'attention sur la santé mentale liée à l'omniprésence des écrans dans nos vies, situation aggravée par la crise du covid. Face à la multiplication des écrans et objets connectés, les relations sociales prennent une nouvelle forme et cela questionne notre manière d'interagir et de faire société. Bien que communiquant toujours plus, nous nous retrouvons paradoxalement plus isolé·e·s socialement. Et ceci est encore plus vrai pour les groupes exclus du numérique. La prolifération des NTIC nous rend-elle vraiment plus heureux ? Rien n'est moins sûr.

¹ Think Thank français qui étudie l'impact environnemental du numérique entre autres.

Selon nous, le débat citoyen sur la 5G est essentiel car :

- Cela détermine le **modèle de société de demain** : nous ne voulons pas d'un monde hyperconnecté où les relations à distance se substituent aux contacts réels.
- Cela pose la question du **rythme effréné de nos sociétés** où nous ne prenons plus le temps de questionner les innovations et le soi-disant progrès. « La technique ne saurait imposer à la démocratie sa propre temporalité » (Alternumeris).
- Nous souhaitons une société où les citoyen-ne-s sont davantage intégré-e-s aux choix politiques sur les technologies.
- Il est nécessaire de **remettre en question notre vision du progrès** et questionner le sens des innovations comme la 5G au regard de critères socio-environnementaux avec pour objectif le bien commun.

Nous, citoyennes et citoyens souhaitons que nos responsables politiques osent prendre leurs responsabilités à leur niveau de pouvoir respectif :→ Au niveau communal, régional et fédéral :

- Garantir des **territoires sans 5G** ou zones blanches. Les citoyen-ne-s n'ont pas besoin d'être connecté-e-s partout en permanence.
- Créer des Comités de concertation citoyen concernant l'implantation de nouvelles technologies.

→ Au niveau fédéral :

- **Refuser la 5G de masse** mortifère pour le climat et faire le **choix d'une 5G ciblée** selon les besoins des secteurs. Le citoyen n'en a pas besoin !
- Faire de la **sobriété numérique** le cadre légal contraignant du numérique. Nous refusons que la responsabilité de la sobriété numérique repose sur les épaules du citoyen.
- Mettre en place une **convention citoyenne permanente sur les technologies** dont les avis auraient un poids. Un plus grand contrôle citoyen est indispensable pour reconstruire la confiance entre citoyen et politique et bâtir ensemble le monde de demain.
- Mettre en place un cadre législatif qui limiterait le poids des entreprises dans les décisions concernant les technologies.
- Mettre en place un **outil de pilotage public** qui permette de mesurer les impacts du numérique et de garantir que la 5G respecte les engagements de la Belgique pour le climat.

Un collectif de citoyennes et citoyens accompagnés par Justice et Paix : Mohammed Akrari, Laure Didier, Marc, Omar Samadi (AFD International), L.N, Alejandra Mejia Cardona, Mila Gatti, Simon Rix, Géraldine Duquenne.

Contact :

Géraldine Duquenne

0494/840769

geraldine.duquenne@justicepaix.be